

COMMUNIQUÉ

Concours du professorat en lycée professionnel (CAPLP) 2024 : l'attractivité toujours en crise

Après deux sessions catastrophiques (946 postes non pourvus soit un quart des postes ouverts), la session 2024 du CAPLP n'est guère plus brillante. 334 postes ne sont pas pourvus, soit 1 poste sur 5. Le choc d'attractivité du métier de professeur-e de lycée professionnel reste aux abonnés absents.

Avant même les épreuves d'admission, la faiblesse des taux d'admissibilité laissait présager le pire. De nombreuses matières n'arrivaient pas au ratio de deux candidates pour un poste, chiffre minimum généralement admis pour garantir une couverture de toutes les places. Pour certaines ce chiffre dépassait à peine 1 candidat pour 1 poste.

Pas d'augmentation du nombre de lauréat·es

L'argument du ministère pour baisser le nombre de postes chaque année est la mise en adéquation avec le vivier, ainsi entre 2023 et 2024, nous sommes passés de 1925 places à 1727. Les chiffres montrent la vacuité de ce raisonnement : moins de places, c'est moins de recruté-es ! Cette baisse n'a pour seul effet que de faire baisser de manière continue le nombre d'admis-es. En maintenance des véhicules, seulement 14 postes sont pourvus sur 25 (44 % de pertes) cette année, contre 25 sur 39 (36 % de pertes) en 2023. En sciences et techniques médico-sociales, 32 postes sont pourvus sur 55 (42 % de pertes), contre 55 sur 60 l'an passé. Ainsi, sur l'ensemble des CAPLP (externe, interne et 3^e concours) 2024, le nombre d'admis-es est sensiblement le même que l'an passé (1091 cette année pour 1043 l'année dernière).

La question de la place du concours n'en est pas une

Pour le SNUEP-FSU, les problèmes d'attractivité ne viennent pas de la place du concours puisque peu de disciplines de l'enseignement professionnel sont concernées par le recrutement à bac +5. La profession de professeur·e de lycée professionnel (PLP) ne parvient plus à attirer. Les causes sont multiples : multiples réformes des concours, insuffisance des salaires, incertitudes des affectations, conditions de travail. Mais un facteur important explique ce désamour : la multiplication des réformes du lycée professionnel en quelques années agit comme un repoussoir vers de futur·es candidat·es qui peinent à se projeter dans un métier dont l'avenir est incertain et les perspectives floues. Les lycées professionnels manquent de PLP et ce n'est pas l'actuel projet de réforme de la formation des enseignant·es qui permettra de les recruter en nombre suffisant.

Investir dans les lycées professionnels

Pour que les élèves de la voie professionnelle bénéficient des enseignements prévus, le SNUEP-FSU demande la mise en place de pré-recrutements ambitieux et exige l'amélioration des conditions d'entrée dans le métier. Pour que le métier redevienne attractif, il y a urgence à revaloriser les salaires, améliorer les conditions de travail et redonner du sens au métier de PLP en abandonnant la réforme de la terminale bac pro et en restituant des heures d'enseignement aux élèves.

